



## Le président équatorien sauvé par le peuple

Par [André Maltais](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 23 octobre 2010

[L'aut'journal info](#) 23 octobre 2010

Le matin du 30 septembre, la population équatorienne s'éveille au milieu d'une violente rébellion. Des policiers en armes occupent leurs quartiers généraux et cernent l'Assemblée législative ainsi que d'autres installations dans les principales villes du pays sous le prétexte qu'une nouvelle loi des services publics leur retire des bénéfices.

Quand le président, Rafael Correa, se rend leur adresser la parole, il est accueilli par des insultes, projectiles et bombes lacrymogènes. Légèrement blessé, il est transporté à l'hôpital de la police où il sera séquestré pendant douze heures.

En même temps, au milieu des policiers en colère, apparaissent des civils liés à des partis politiques de droite (surtout *Société patriotique*, de l'ex-président Lucio Gutierrez) qui, cellulaires en main, donnent des instructions à gauche et à droite.

Les médias de communications, tous favorables à la droite, entretiennent la confusion en lançant leurs subtils messages habituels : « *La nouvelle loi des services publics enlève tout aux policiers* »; « *L'insurrection s'étend dans tout le pays* »; « *Les indigènes appuient le soulèvement* »; « *Correa n'est plus apte à gouverner* », etc.

Le scénario ressemble à ceux du Venezuela (2002) et du Honduras (2009) où l'opposition crée une situation ingouvernable pour ensuite demander la démission du président soi-disant responsable de ce qui arrive.

Mais le président équatorien est populaire, lui qui, depuis son élection en 2008, a considérablement augmenté les dépenses sociales et de santé en plus de procéder à un audit de la dette externe qui a conduit au non-remboursement de 3,2 milliards de dollars de prêts contractés illégalement.

C'est la population, venue exiger le respect de la démocratie sous les balles des policiers, qui décide les forces armées à se brancher enfin en faveur du président élu et à mener l'opération qui le ramène au palais présidentiel.

Les manœuvres déstabilisatrices des États-Unis ont sans aucun doute contribué à provoquer cette nouvelle tentative de coup d'état.

Le journaliste québécois Jean-Guy Allard, qui vit à Cuba et travaille depuis longtemps au quotidien Granma, a tout de suite révélé l'existence d'un rapport officiel du ministre de la défense équatorien, Javier Ponce, qui indique que « *des diplomates états-uniens s'emploient à corrompre (...) des unités de la police nationale, les entretenant dans une situation de dépendance économique informelle (...) en matière d'informatique, d'équipement, de*

*moyens et d'opérations ».*

Nommée en 2008 par George Bush, l'ambassadrice états-unienne à Quito, Heather Hodges, provient de Moldavie où elle a travaillé à exacerber le différend avec la Russie au sujet de la Transnistrie et à provoquer, dans ce petit pays, une « *révolution colorée* » à l'image de celle survenue en Ukraine.

Ce n'est donc pas un hasard si, en Équateur, le mouvement séparatiste de la province riche de Guayaquil est revenu à la mode en même temps que les thèmes de la décentralisation et de l'autonomie régionale.

Madame Hodges a aussi été sous-directrice de Bureau des affaires cubaines, division du Département d'État vouée entièrement à la déstabilisation de Cuba.

Déstabiliser l'Équateur est d'autant plus facile que les relations du gouvernement avec certains groupes sociaux progressistes et certains secteurs du mouvement indigène deviennent de plus en plus complexes.

Les problèmes ont commencé pendant le long et pénible processus de rédaction et d'approbation de la constitution paralysé au maximum par l'opposition de droite. Si bien que, pour cause de délais promis, le gouvernement a choisi d'accélérer les choses au détriment du dialogue et de la participation citoyenne jusque là pratiqués.

Cela a continué quand, après avoir décrété le *Parc national Yasuni* libre de toute exploitation pétrolière, le gouvernement a voulu développer le secteur minier dans d'autres régions indigènes du pays.

« *Les opposants de gauche, ne sont pas tous des agents à la solde des États-Unis, écrit l'avocate et chercheuse Eva Golinder. Mais il n'en demeure pas moins que Washington profite de la situation pour financer et influencer certains de leurs meneurs et certaines de leurs organisations.* »

La USAID, dénoncée pour utiliser l'aide humanitaire états-unienne aux fins politiques de Washington, aura fourni cette année à l'Équateur, 94 millions de dollars dont la majeure partie aura été consacrée à « *l'autonomie régionale* » et à la « *décentralisation* ».

Le principal exécutif des projets équatoriens de la USAID est la firme *Chemonics*, la même qui, en Bolivie, collabore étroitement avec la droite séparatiste de la *Media Luna*.

Une autre agence états-unienne, la *National Endowment for Democracy* (NED), finance le *Centre pour l'entreprise privée* (CIPE) équatorien afin de promouvoir le libre-échange, la mondialisation et encore une fois « *l'autonomie régionale* ».

Le CIPE dépense ensuite l'argent de la NED en engageant des experts de *l'Institut équatorien d'économie politique* pour diffuser ses messages à la radio, la télévision et dans la presse équatorienne.

Des organisations progressistes comme *Participation citoyenne* et *Pro-justice* de même que certains secteurs d'organisations indigènes comme la CONAIE, *Pachakutik* et la *Corporation des entreprises indigènes de l'Équateur*, ont reçu des sommes parfois très importantes des agences états-uniennes.

Au plus fort des événements du 30 septembre, *Pachakutik*, par la voix de l'un de ses représentants à l'Assemblée législative, Cléver Jiménez, émettait un communiqué d'appui enthousiaste aux policiers révoltés et exigeait la démission du président Correa.

Par ailleurs, dans une allocution prononcée à l'occasion du centenaire de *l'Université autonome nationale de Mexico*, le 21 septembre dernier, Noam Chomsky déclarait que la pénétration des investissements chinois en Amérique latine représente le plus grand défi lancé aux États-Unis depuis longtemps.

Or, depuis que Rafael Correa le dirige, l'Équateur a emprunté plus de trois milliards de dollars à la Chine. Une bonne partie de ce montant est payable en exportations de pétrole. Le gouvernement équatorien vient aussi d'annoncer que la compagnie chinoise, Tongguan, investira trois autres milliards dans des projets miniers, notamment le cuivre.

Selon l'analyste politique, Raul Zibechi, le Venezuela et l'Équateur à eux seuls recevront cette année pas moins de 40% de la totalité des investissements chinois à l'étranger.

« *Si les États-Unis ne parviennent plus à contrôler l'Amérique latine, ajoute Chomsky, ils ne pourront imposer l'ordre dans le reste du monde* ».

Pour l'instant, l'Amérique latine paraît encore peu contrôlable. Si Washington connaît du succès au Mexique, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, c'est une autre paire de manches au sud du Panama.

Au Venezuela, l'opposition de droite vient de perdre les élections législatives du 26 septembre malgré des moyens massifs mis à sa disposition par les États-Unis tandis qu'au Brésil, la candidate de Lula, Dilma Roussef, remportera la présidence même si un second tour d'élection est nécessaire.

En Équateur, pourtant le maillon le plus faible des pays favorables aux investissements chinois, la récente tentative de coup d'état a non seulement raté mais semble, pour le moment, avoir renforcé le gouvernement Correa.

Pendant et après les événements du 30 septembre, même les gouvernements de droite comme ceux de la Colombie, du Pérou et du Chili se sont montrés totalement solidaires avec le gouvernement équatorien.

La source originale de cet article est [L'aut'journal info](#)

Copyright © [André Maltais](#), [L'aut'journal info](#), 2010

---

Articles Par : [André Maltais](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)